

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
LE 16 AVRIL 2021
RENCONTRE PAR VIDÉOCONFÉRENCE ZOOM**

SUIVI

PROJET D'ORDRE DU JOUR	HORAIRE PRÉVU	TEMPS ALLOUÉ (min.)	RESP.	INFO/ORI	DÉCISION
1. Présences	9 h	5	JL/RR		X
2. Acceptation de l'avis de convocation					
3. Lecture et acceptation de l'ordre du jour					
4. Acceptation du procès-verbal de la réunion du 21 janvier 2021	9 h 05	5	JL/RR		X
5. Les suivis non-inscrits à l'ordre du jour	9 h 10	5	JL/RR	X	
6. Évaluation du dernier conseil d'administration	9 h 15	5	JL/RR	X	
7. Principales décisions des comités exécutifs du 13 janvier, 16 février, 16 mars et 8 avril 2021	9 h 20	10	JL/RR	X	
8. Tournée de la Confédération 8.1. Économie 8.2. Environnement, aménagement et services conseils 8.3. Mise en marché et aide aux groupes 8.4. Agriculture biologique 8.5. Main-d'œuvre et prévention 8.6. Énergie et télécommunications 8.7. Fiducies 8.8. Coop de services 8.9. Relations publiques, médiatiques et gouvernementales 8.10. Formation et développement des organisations 8.11. Communications et marketing 8.12. Dossiers divers	9 h 30	120	JL/Confédération	X	
9. Remplacement de Stéphane Surprenant au sein du CA	11 h 30	10	GB/JL		X
10. Vie syndicale et communications 10.1. Portes ouvertes virtuelles 2021 10.2. Rassemblements des membres / AG et AGA 10.3. Tables régionales 10.4. Formation du CA du 10 juin 2021 – Session sur la gouvernance	11 h 40	25	GB/JJ GB GB BL	X X X	X

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
 LE 16 AVRIL 2021
 RENCONTRE PAR VIDÉOCONFÉRENCE ZOOM**

SUIVI

PROJET D'ORDRE DU JOUR	HORAIRE PRÉVU	TEMPS ALLOUÉ (min.)	RESP.	INFO/ORI	DÉCISION
11. Immeuble de Saint-Rémi	12 h 05	30	IC/RR/JL		X
12. Résolution pour Projet CEA 2021-2022	12 h 35	5	JL/RR		X
13. Divers	12 h 40	15	JL/RR	X	
14. Évaluation de la réunion	12 h 55	5	JL	X	
15. Levée de la rencontre	13 h		JL		X

Dépôt de documents : États financiers au 28 février 2021
 Attestation Revenu Québec au 8 avril 2021

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Fédération de l'UPA de la Montérégie tenue le jeudi 21 janvier 2021, à compter de 9 h 30, par vidéoconférence ZOOM.

1. PRÉSENCES ET OUVERTURE DE LA RÉUNION

Jérémy Letellier, président
Julien Pagé, 1^{er} vice-président
Ginette Blondin, 2^e vice-présidente

Beauharnois-Salaberry :	François Vincent
Brome-Missisquoi :	Denis Benjamin
Haut-Richelieu :	Christian Kaiser
Haut-Saint-Laurent :	Michel Hébert
Haute-Yamaska :	Jérôme Ostiguy
Jardins-de-Napierville :	Jean-Claude Guérin
Marguerite-D'Youville et Longueuil :	Luc Bissonnette
Maskoutains Nord-Est :	Cindy Beaudry
Richelieu-Yamaska :	Sylvain Joyal
Rivière Noire :	Éric Beaugard
Roussillon :	Jean-Yves Cécylre
Rouville :	Jocelyne G. Deswarte
Vallée maskoutaine :	Louise Savoie
Vallée-du-Richelieu :	Charles Boulerice
Vaudreuil-Soulanges :	Louis-Marie Leduc
Agricultrices :	Raymonde Plamondon
Anglophones :	Glenn Switzman
Apicoles :	Stéphane Surprenant
Autres productions animales :	André Trépanier
Autres productions végétales :	Jean Asnong
Bovins :	Claude Vasseur
Fermes de petite taille :	Jean-Guy Villeneuve
Fruits et légumes de transformation :	Jessy Pelletier
Grains :	Stéphane Bisailon
Lait :	Yvon Boucher
Maraîchers :	David Côté
Œufs d'incubation :	David Phaneuf
Relève :	Jimmy Labrie-Aucoin

PERSONNEL :

Robert Racine, directeur régional
Karine Léger, secrétaire de direction
Geneviève Blain, directrice de la vie syndicale et des communications
Joëlle Jetté, coordonnatrice aux communications

François Thomas, directeur de l'aménagement et du développement régional
Éliane Bergeron-Piette, conseillère syndicale
Caroline Charron, conseillère à l'aménagement
Caroline Deschamps, conseillère aux communications
Jean Dumont, conseiller syndical
Benoit Lalonde, conseiller syndical
Renée Lamontagne, conseillère à l'aménagement
Katerine Montcalm, conseillère syndicale
Alicia Patry, conseillère à l'aménagement
André Young, conseiller syndical
Julie Robert, conseillère à l'aménagement
Iulia Raihert directrice de l'administration et des finances
Sonia Van Wijk, conseillère en agroenvironnement

ABSENCES :

Acéricoles :	Serge Beaulieu
Porcs :	Jean-Guy Hamelin

Le président procède à l'ouverture de la réunion à 9 h 30, sur motion dûment proposée par madame Jocelyne G. Deswarte, appuyée par monsieur Sylvain Joyal. Il souhaite la bienvenue à tous les participants et offre ses bons souhaits pour la nouvelle année 2021.

2. ACCEPTATION DE L'AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation est accepté sur une proposition de monsieur Éric Beaugard, appuyée par monsieur David Phaneuf, tel qu'envoyé en date du 11 janvier 2021.

3. LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Le secrétaire procède à la lecture de l'ordre du jour. On demande d'ajouter au Divers les points REA et Vol de données chez Promutuel. Le projet d'ordre du jour est accepté tel que modifié, sur une proposition de monsieur Christian Kaiser, appuyée par monsieur Glenn Switzman :

4. Acceptation du procès-verbal de la réunion du 22 octobre 2020
5. Les suivis non-inscrits à l'ordre du jour
6. Évaluation du dernier conseil d'administration
7. Principales décisions du comité exécutif du 9 et 27 novembre et du 8 décembre 2020
8. Plan d'action 2021 de la planification stratégique
9. Vie syndicale
 - 9.1. Activités syndicales à venir
 - 9.2. Report du gala des Agristars
 - 9.3. AGA de la fédération régionale- justification des absences
10. Aménagement
 - 10.1. Projet reconnaissance et de soutien des efforts environnementaux des entreprises agricoles en Montérégie (Desjardins)
 - 10.2. Politique provinciale
11. Stratégie bioalimentaire – Projet La Route des sols en santé
12. SCF Conseils
13. Retour sur le Congrès de l'UPA 2020
14. Divers
 - 14.1. REA

- 14.2. Vol de données chez Promutuel
- 15. Évaluation de la réunion
- 16. Levée de la rencontre

4. ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 22 OCTOBRE 2020

Le procès-verbal ayant été envoyé par courriel aux administrateurs en date du 11 janvier dernier, le président demande si des modifications doivent y être apportées. On demande à ce que soit corrigée la liste des représentants présents en y ajoutant le nom de monsieur Jérôme Ostiguy. Le procès-verbal est adopté tel que modifié, sur motion dûment proposée par monsieur David Phaneuf, appuyée par monsieur Claude Vasseur.

5. LES SUIVIS NON INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR

Monsieur Robert Racine informe les administrateurs à propos des suivis du dernier conseil d'administration. Tous les suivis administratifs ont été effectués suite aux décisions du CA du 22 octobre, notamment concernant les signataires, la politique de remboursement des dépenses, de la formation des comités et des tables de travail. Plusieurs points reviennent à l'ordre du jour aujourd'hui.

6. ÉVALUATION DU DERNIER CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Racine présente et commente la compilation de l'évaluation effectuée lors de la dernière rencontre, par sondage ZOOM. La majorité des administrateurs ont semblé satisfaits et même très satisfaits du déroulement, des documents reçus, de l'échange et des suivis effectués au cours de la rencontre. Toutefois, deux personnes restent encore insatisfaites. On rappelle l'ordre de codification du sondage visible à l'écran soit de *Très insatisfait* à *Très satisfait*. Le président invite de nouveau les administrateurs à faire part de leurs insatisfactions par courriel à la secrétaire de direction afin qu'elle puisse en prendre note et que la fédération puisse apporter les ajustements nécessaires lors des prochaines rencontres.

7. PRINCIPALES DÉCISIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 9 ET 27 NOVEMBRE ET DU 8 DÉCEMBRE 2020

Les principales décisions sont expédiées par courriel aux administrateurs après chaque réunion du comité exécutif et sont déposées sur le site réservé de la fédération. Aucune question ou commentaire n'est soulevé par les administrateurs.

8. PLAN D'ACTION 2021 DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Madame Geneviève Blain, directrice de la vie syndicale et des communications, présente la planification stratégique 2020-2021. Elle explique les actions réalisées de la feuille de route pour 2020 pour chacun des axes et des modifications qui y ont été apportées pour ce qui est des actions prévues en 2021 et 2022.

DÉCISION : Sur motion dûment proposée par monsieur Glenn Switzman, appuyée par monsieur Christian Kaiser, il est résolu d'adopter les modifications proposées à la feuille de route du plan d'action 2021.

9. VIE SYNDICALE ET COMMUNICATIONS

Madame Geneviève Blain informe les administrateurs à l'aide d'une présentation PowerPoint concernant les points suivants :

9.1 ACTIVITÉS SYNDICALES À VENIR

Madame Blain dresse une liste des activités syndicales à venir pour les prochaines semaines :

Table des syndicats locaux – 28 janvier 2021, de 9 h à 12 h

Table des spécialités – 29 janvier 2021, de 9 h à 12 h

Table conjointe – Fin mars 2021, mais date reste à déterminer

Formation sur les rôles du responsable pour les dossiers de CPTAQ – 3 février 2021

Tournée « Parlez-moi de vos syndicats locaux » avec Marcel Groleau – 12 et 17 mars 2021

Deux groupes seront formés pour ces rencontres afin de permettre un meilleur échange entre les participants.

Les AGA des spécialités débiteront à compter du 2 février 2021 et les AGA des syndicats locaux débiteront à compter du 22 février prochain.

Madame Blain présente le modèle de convocation proposé de même qu'un modèle de bilan de l'année et de rapport financier.

9.2 REPORT DU GALA DES AGRISTARS

Madame Blain explique aux administrateurs que le Gala des Agristars a dû être de nouveau reporté à la fin du printemps en raison des mesures sanitaires toujours en vigueur et que l'évènement sera tenu sous forme virtuelle afin de respecter les ententes avec les fournisseurs et les commanditaires, sans trop perdre financièrement.

Sous le thème *Ensemble, récoltons l'espoir!*, l'édition 2021 du gala sera entièrement réinventée et sera empreinte de solidarité puisque la fédération s'associera à la cause de la santé psychologique. Tous les profits seront directement versés à Au cœur des familles agricoles (ACFA) pour permettre l'embauche d'un deuxième travailleur de rang. À ce sujet, une lettre sera acheminée à tous les détenteurs de billets afin de leur offrir de convertir en don le montant d'achat de leurs billets. Les sommes amassées seront aussi entièrement versées à l'ACFA. Des reçus de bienfaisance pourront être transmis. Les remboursements seront toutefois possibles.

9.3 AGA DE LA FÉDÉRATION RÉGIONALE – JUSTIFICATION DES ABSENCES

Madame Blain présente, à l'aide d'un tableau, les raisons évoquées par les délégués qui étaient absents lors de l'assemblée annuelle de la fédération régionale.

Elle mentionne que pour les producteurs qui participeront prochainement aux assemblées annuelles et qui ne sont pas familiers avec la plateforme ZOOM, un soutien technique leur sera offert par les conseillers syndicaux.

10. AMÉNAGEMENT

Avant de présenter les points d'aménagements, monsieur François Thomas, directeur de l'aménagement du territoire et du développement régional, souligne le travail colossal de toute son équipe pour avoir su mener à bien de nombreux dossiers pendant la pandémie. Par la suite, il présente les points suivants :

10.1 PROJET RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN DES EFFORTS ENVIRONNEMENTAUX DES ENTREPRISES AGRICOLES EN MONTÉRÉGIE (DESJARDINS)

Monsieur Thomas annonce aux élus que le Fonds du Grand Mouvement a confirmé l'octroi d'une somme de 450 000 \$ versée sur trois ans à la Fédération de l'UPA de la Montérégie pour l'élaboration du projet : **Ferme AgrEAUenvironnementale en Montérégie**. Ce montant sera remis sous forme de bourses AgrEauResponsables à des producteurs agricoles de la région et vise à développer une nouvelle certification agroenvironnementale régionale pour reconnaître et soutenir les entreprises agricoles qui réalisent des efforts environnementaux supérieurs aux normes en vigueur, sachant que les résultats bénéficient non seulement au secteur agricole, mais à l'ensemble de la collectivité.

Le projet était parrainé par la Caisse Desjardins du Haut-Richelieu. Monsieur Thomas tient à souligner que monsieur Sébastien Vasseur, administrateur du conseil d'administration de la Caisse et producteur agricole ayant réalisé des aménagements avec ALUS Montérégie, a su faire valoir l'importance de ce projet lors de l'étude du dossier.

10.2 POLITIQUE PROVINCIALE

Monsieur Thomas explique rapidement que la Confédération a procédé à la refonte de la Politique provinciale d'aménagement. Celle-ci a largement été inspirée de notre politique interne en Montérégie. Pas beaucoup de modifications y ont été apportées, mais un gros travail de concertation a dû être fait par la direction des recherches et politiques agricoles de l'Union. Le document final devrait être présenté à la fédération aux alentours du mois de juillet.

11. STRATÉGIE BIOALIMENTAIRE – PROJET LA ROUTE DES SOLS EN SANTÉ

Madame Yasmina Larbi-Youcef, coordonnatrice de l'agroenvironnement, présente aux administrateurs madame Sonia Van Wijk, nouvelle conseillère qui s'est jointe à l'équipe d'agroenvironnement en août dernier. Madame Van Wijk présente le nouveau projet dont la fédération régionale veut soumettre dans le cadre de la *Stratégie bioalimentaire Montérégie* (Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire pour la réalisation de projets structurants 2018-2022). Le projet d'une durée d'un an vise à valoriser et soutenir les mesures incitatives concernant les bonnes pratiques agroenvironnementales, en mettant l'emphase sur les pratiques en lien avec la santé des sols. L'objectif est de valoriser les producteurs ambassadeurs en Montérégie et d'accompagner les producteurs voulant faire une transition par la réalisation d'ateliers de mentorat (virtuels ou non selon le contexte sanitaire). Madame Van Wijk mentionne que pour compléter le financement demandé, la fédération doit s'allier de partenaires. Les syndicats locaux sont donc sollicités à la fois pour une contribution monétaire de 200 \$, mais également pour leur implication. Un administrateur responsable par syndicat local doit être identifié afin de participer à deux rencontres de suivi du comité de pilotage.

Le dépôt du projet sera fait pour le volet collectif puisqu'il permettra d'aller chercher une somme additionnelle de 40 000\$.

DÉCISION : Sur motion dûment proposée par monsieur Louis-Marie Leduc, appuyée par madame Jocelyne G. Deswarte, il est résolu de procéder au dépôt du projet.

12. SCF CONSEILS

Madame Marie-Andrée Thibault, présidente-directrice générale du SCF Montérégie Inc., est invitée à se joindre à la rencontre afin de présenter les derniers développements du SCF Conseils. Tout

d'abord, elle se présente aux nouveaux administrateurs. Madame Thibault explique que la coopérative a été fondée l'an dernier et que les membres sont les fédérations régionales et les bureaux de services comptables en région. Trois comités ont été formés afin de répondre aux objectifs qui sont d'établir et de respecter un processus de qualité des services offerts, d'assurer le développement des affaires par le biais d'une image de marque commune et d'une stratégie de sollicitation de vente des services, d'assurer le développement des compétences en uniformisant les méthodes de recrutement et de formation des ressources.

Madame Thibault informe les administrateurs qu'un nouveau site Web a été mis en place à l'échelle provinciale cette année. Des pages régionales verront le jour et remplaceront, entre autres, le site Web actuel du SCF Montérégie Inc.

Dans les derniers mois, des modifications ont été faites en lien avec les règles de gouvernance. Monsieur Jérémie Letellier siégera sur le conseil d'administration et y représentera notre région.

Le SCF Montérégie Inc. est actuellement en processus de changement de nom pour SCF Conseils Montérégie Inc. et sera effectif d'ici quelques semaines. Le but de ce changement est de rassembler toutes les régions au sein de la coopérative.

Madame Thibault explique aussi que, depuis un certain temps, plusieurs comptables ont quitté leur fonction au sein du SCF Montérégie pour d'autres firmes comptables. Le recrutement est donc important en ce moment. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean viendra en aide à la Montérégie pour pallier les manques d'effectifs pour la période d'impôts qui s'en vient et pour la production des états financiers d'entreprises se terminant au 31 décembre.

13. RETOUR SUR LE CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'UPA 2020

Le directeur régional donne la parole aux administrateurs afin d'échanger à propos du Congrès de l'Union puisqu'aucune rencontre n'a eu lieu depuis décembre dernier. Les problèmes de connexion à la plateforme et du vote semblent généralisés. Tous retiennent que malgré la pandémie, l'année 2020 fut une année positive pour l'agriculture.

14. DIVERS

14.1 VOL DE DONNÉES CHEZ PROMUTUEL

Madame Louise Savoie, vice-présidente du Syndicat local de Vallée maskoutaine, informe les administrateurs qu'un vol de données a eu lieu chez Promutuel assurances. Elle est inquiète et demande si quelqu'un a plus d'informations concernant ceci. Elle demande également si la fédération régionale compte faire un suivi à ce sujet. Le président confirme qu'il apportera ce point lors de la prochaine rencontre du comité exécutif.

14.2 REA

Monsieur Jessy Pelletier, administrateur et représentant des fruits et légumes de transformation, nous relate une problématique vécue avec le ministère de l'Environnement concernant la remise en culture d'un petit îlot en boisé afin de procéder à un échange de superficie entre ses entreprises.

Monsieur François Thomas, directeur de l'aménagement du territoire et du développement régional, mentionne que l'application du règlement a bien été faite et entraîne des avantages et des désavantages. Il mentionne également que le ministère est très inflexible quant à l'application du règlement, surtout en Montérégie.

Selon monsieur Éric Beauregard, membre du comité exécutif, les agronomes présents en assemblée annuelle le 11 novembre dernier ont adopté une résolution demandant à l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ) d'appuyer les producteurs agricoles et leurs associations dans leur demande de moderniser dès maintenant l'article 50,3 (et autres articles associés) du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) afin de permettre les augmentations de superficies non liées au déboisement et ainsi retrouver une cohérence avec le but initial de cet article qui est de préserver les boisés. La modernisation demandée est nécessaire afin de permettre aux agronomes d'utiliser pleinement leurs compétences pour bien accompagner les fermes québécoises dans leur développement et la protection de l'environnement. Monsieur Beauregard propose une possibilité de s'associer avec l'OAQ suite à cette résolution afin de mettre de la pression sur le gouvernement.

Monsieur Sylvain Joyal, président du Syndicat de l'UPA de Richelieu-Yamaska, propose quant à lui qu'une résolution soit rédigée afin que des modifications de superficies puissent être faites lorsqu'il s'agit de questions administratives, et ce, lorsqu'il n'y a qu'un seul propriétaire.

DÉCISION : Sur motion dûment proposée par monsieur Sylvain Joyal, appuyée par monsieur Stéphane Bisaillon, il est résolu de procéder à la rédaction d'une résolution telle que discutée et expliquée ci-haut. Les administrateurs procèdent au vote et la décision du conseil d'administration est unanime.

Monsieur Letellier propose également de faire valider cette résolution une fois rédigée par le comité de l'aménagement.

15. ÉVALUATION DE LA RÉUNION

Le directeur régional informe les administrateurs que l'évaluation sera à nouveau faite à l'aide d'un sondage ZOOM lancé une fois la rencontre terminée. Les administrateurs sont invités à le remplir avant de quitter la rencontre. Il rappelle de faire parvenir tout autre commentaire par courriel à la secrétaire de direction.

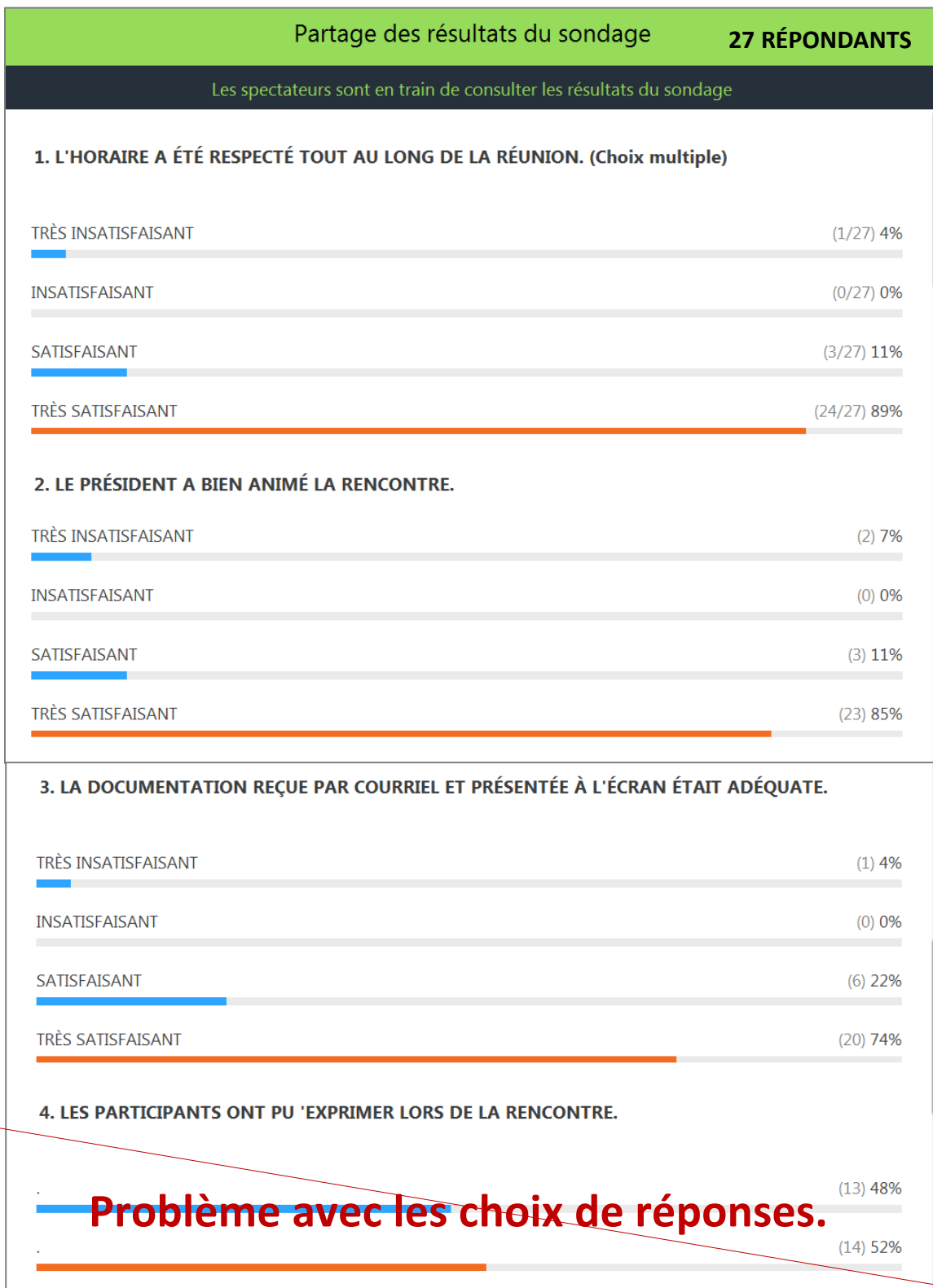
16. LEVÉE DE LA RÉUNION

Tous les points ayant été traités, la réunion est levée à 11 h 45, sur une proposition de monsieur Christian Kaiser, appuyée par monsieur Glenn Switzman.

Président

Secrétaire

COMPILATION DE L'ÉVALUATION DU CA DU 21 JANVIER 2021 SONDAGE EFFECTUÉ PAR ZOOM



5. LE DÉROULEMENT DE LA RENCONTRE A FACILITÉ LES PRISES DE DÉCISIONS.



6. DES RÉSUMÉS OU SYNTHÈSES DES DISCUSSIONS ONT FACILITÉ LE TRAVAIL.



7. CHAQUE POINT DE DÉCISION S'EST TERMINÉ PAR UN RAPPEL DES DÉCISIONS PRISES ET DU SUIVI À RÉALISER.



8. ÉVALUATION GLOBALE DE LA RENCONTRE.





POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

DOSSIERS DE L'UNION 2021

Mars 2021

A collage of three photographs: a man and a woman smiling in a field, a close-up of golden wheat stalks, and a woman kneeling in a field of green plants.

ENSEMBLE
POUR NOURRIR
ET FAIRE GRANDIR LE QUÉBEC

DOSSIERS DE L'UNION 2021

Influencer

- Fiscalité
- Sécurité du revenu
- Commerce international
- Stratégie agroenvironnementale
- Suivis réglementaires
- En action pour le lac Saint-Pierre
- Agriculmat
- Aménagement du territoire
- Frais exigés aux fournisseurs
- Étiquetage
- Table pour le développement des marchés de proximité
- Agriculture biologique
- Main-d'œuvre et prévention
- Énergie et télécommunications



Servir

- Fiducie agricole UPA-Fondation
- SCF Conseils
- Main-d'œuvre et prévention
- Assurabilité des fermes
- Entrées sans autorisation sur les entreprises agricoles

Mobiliser

- Stratégie électorale
- Groupe de travail sur la relève syndicale et la mixité dans l'Union
- Refonte du site Web
- Portes ouvertes virtuelles 2021
- Stratégie Jeunesse
- Sensibilisation du grand public à la protection du territoire agricole
- Série Les Champs changent
- Marque employeur
- Stratégie de communication aux producteurs



1. ÉCONOMIE ET COMMERCE

Sécurité du revenu

- Agri-stabilité : proposition fédérale pour améliorer à court terme le programme (élimination de la limite de la marge de référence et augmentation du taux d'indemnisation de 70 % à 80 %)
- Début des échanges sur le prochain Cadre stratégique de l'agriculture 2023-2027
- Assurance récolte foin : refonte des grilles de pertes (gel, quantité et qualité)
- Bonification du programme Agri-Québec Plus (ex. : retrait de la limite de 50 000 \$)
- Suivi de la mise en œuvre du plan d'action du Groupe de travail en ASREC
- Suivi de la mise en œuvre du plan d'action de la Table FADQ-UPA sur le financement agricole

Fiscalité municipale

- Publication du projet de règlement sur le processus d'indexation du plafond de taxation sur la valeur des terres agricoles
- Élaboration d'un argumentaire et d'un plan d'action pour limiter la valeur foncière des terres agricoles aux rôles d'évaluation



1. ÉCONOMIE ET COMMERCE

Commerce international

- Convention internationale pour la promotion et la protection de la diversité agricole et alimentaire : faire connaître les principes du projet de convention afin de susciter l'adhésion d'un plus grand nombre de personnes de différents milieux
- Accord de libre-échange permanent avec le Royaume-Uni et son intention d'adhérer au Partenariat transpacifique global et progressiste : suivi des discussions sur les produits agricoles
- Compensations pour les ouvertures de marché : s'assurer que les producteurs agricoles qui sortent perdants des ententes de libre-échange soient dédommagés de façon équitable et à la hauteur des pertes encourues (ex. : Accord Canada–États-Unis–Mexique)
- Suivi des futures ententes commerciales (MERCOSUR, Alliance du Pacifique)
- Données d'importation-exportation sur les fromages de chèvre et de brebis : mise en place de solutions pour obtenir plus d'information sur le commerce canadien



2. ENVIRONNEMENT, AMÉNAGEMENT ET SERVICES-CONSEILS

Stratégie agroenvironnementale

- Suivi du Plan d'économie verte (PEV) du MELCC
- Suivi du Plan d'agriculture durable (PAD) du MAPAQ
 - Volet reconnaissance : rétribution pour des pratiques agroenvironnementales favorables (suivi du mandat du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture)
 - Volet reconnaissance : biens et services écologiques en lien avec la biodiversité
- Mise sur pied du Comité sectoriel agricole permanent MAPAQ-MELCC-UPA



2. ENVIRONNEMENT, AMÉNAGEMENT ET SERVICES-CONSEILS

Environnement – Suivis réglementaires

- Révision de la politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI)
- Mise en application du règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE)
- Révision des normes relatives à la circulation des véhicules lourds
- Suivi du rapport de la CAPERN sur les pesticides
- Actualisation du Règlement sur les exploitations agricoles (REA)
- Actualisation du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques
- Demande d'exemption pour les remorques agricoles en lien avec le dispositif de sécurité des bennes basculantes



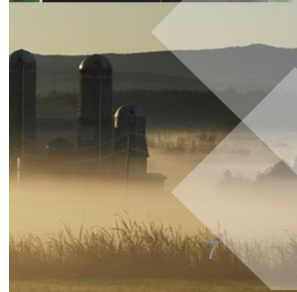
2. ENVIRONNEMENT, AMÉNAGEMENT ET SERVICES-CONSEILS

En action pour le lac Saint-Pierre

- Poursuivre le déploiement du projet MAPAQ Cohabitation agriculture-faune en zone littorale au lac Saint-Pierre (2019-2023), en collaboration avec les quatre fédérations régionales concernées, trois ministères (MAPAQ, MELCC, MFFP), les partenaires et le Pôle d'expertise multidisciplinaire
- Assurer le démarrage du Projet AAC, Approche de laboratoire vivant dans trois bassins versants (BV) en amont du littoral du lac Saint-Pierre (2020-2023), en collaboration avec les quatre fédérations régionales concernées, les partenaires et les chercheurs d'AAC

Agriclimat

- Finaliser le projet Agriclimat, des fermes adaptées pour le futur (phase 1, 2017-2020) avec dix régions administratives et dix plans d'adaptation régionaux
- Développer et déployer la phase 2 du projet Agriclimat (2021-2023)



2. ENVIRONNEMENT, AMÉNAGEMENT ET SERVICES-CONSEILS

Aménagement du territoire

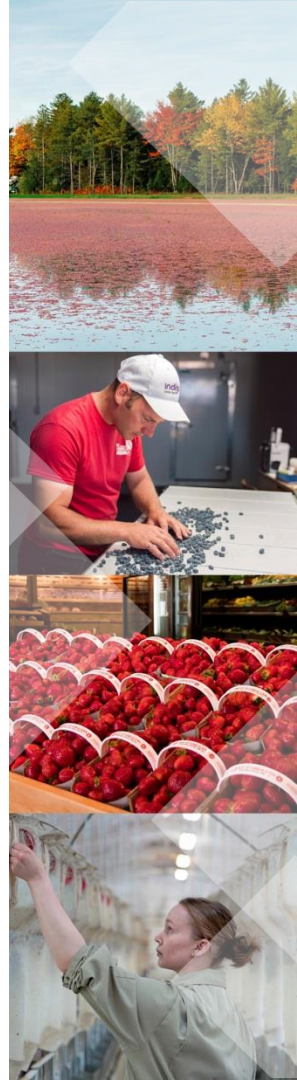
- Suivi des divers projets de loi adoptés à l'automne 2020 : PL 66 (accélération de projets infrastructures), PL 67 (inondations), PL 71 (VHR) et PL 69 (patrimoine)
- Participation à l'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires du MAMH afin d'obtenir un engagement du gouvernement pour freiner l'étalement urbain et renforcer la protection du territoire agricole
- Adoption du Modèle de politique d'aménagement des fédérations de l'UPA pour accompagner celles-ci et préciser leurs interventions devant la CPTAQ et auprès des autorités municipales et gouvernementales
- Déploiement d'une stratégie globale de mobilisation des producteurs agricoles commerciaux urbains
- Participation aux travaux de la Table de travail visant la création d'un programme permanent de recyclage des plastiques agricoles



3. MISE EN MARCHÉ ET AIDE AUX GROUPES

Frais exigés aux fournisseurs

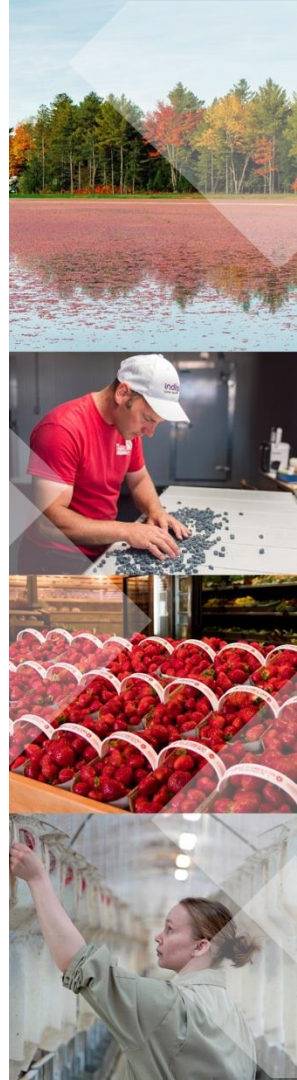
- Consensus à la conférence des ministres de l'Agriculture aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (novembre 2020) pour la mise en place d'un comité pancanadien en réponse à la décision de certains grands détaillants et distributeurs d'imposer des frais arbitraires à leurs fournisseurs
- Les ministres André Lamontagne et Marie-Claude Bibeau coprésideront ce comité pour définir des pistes de solution. Un rapport sera déposé en juillet 2021
- L'UPA suit de près cette réflexion en vue de l'élaboration d'un code de conduite, notamment avec le MAPAQ
- Ce code de conduite aura pour objectif d'assainir les relations entre les fournisseurs et les détaillants, mais aussi d'obtenir un juste partage des revenus entre les acteurs de leur filière



3. MISE EN MARCHÉ ET AIDE AUX GROUPES

Table pour le développement des marchés de proximité

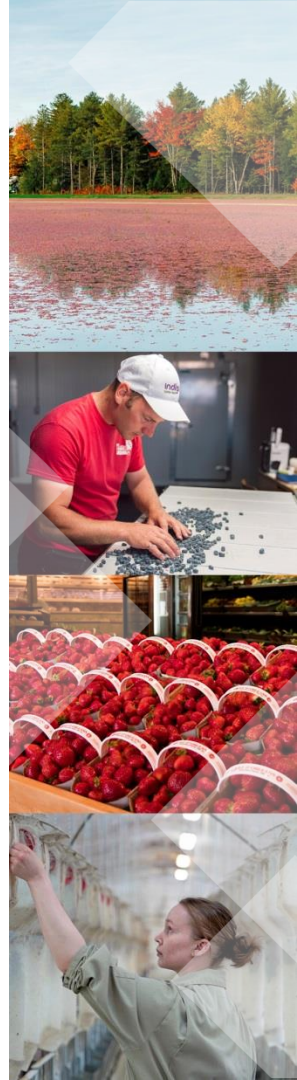
- Promotion de l'achat local
- Mise en réseau de différents acteurs qui s'intéressent à la mise en marché de proximité
- Réalisation d'une veille sur les initiatives et projets porteurs pour la mise en marché de proximité
- Participation active aux réflexions du groupe de travail sur l'abattage de proximité (irritants réglementaires, développement de nouveaux modèles, etc.)



3. MISE EN MARCHÉ ET AIDE AUX GROUPES

Étiquetage

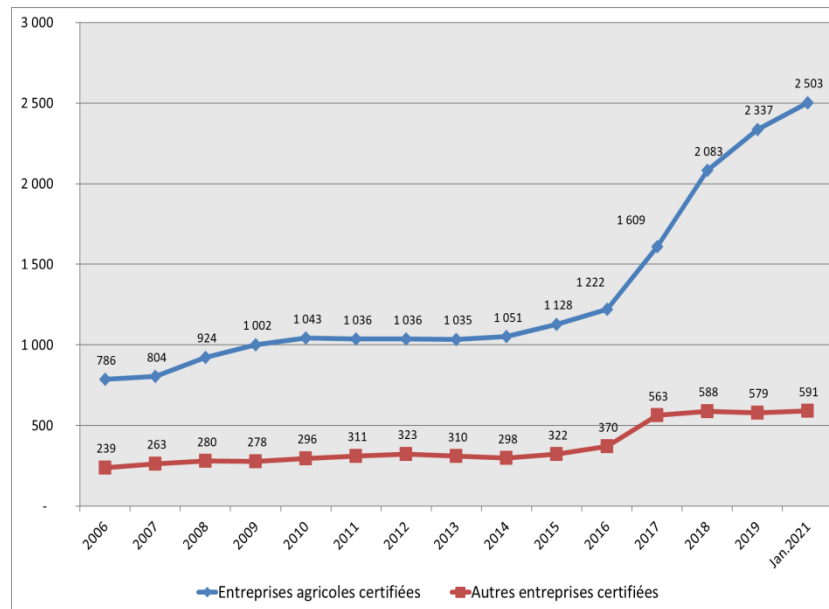
- Consultation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) sur la révision potentielle des lignes directrices entourant l'étiquetage des simiproduits de viande et de volailles
- Commentaires de l'UPA pour que tous les produits qui tentent d'imiter ceux d'origine animale à partir de protéines végétales n'utilisent jamais les termes viande, volaille, porc, agneau, œuf, lait, poisson, etc., ni même des images les évoquant dans l'étiquetage de ces produits. Ces derniers devraient clairement indiquer qu'ils sont faits à partir de protéines végétales
- Une rencontre avec l'ACIA sera organisée prochainement afin de réitérer ces demandes



4. AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Nombre d'entreprises

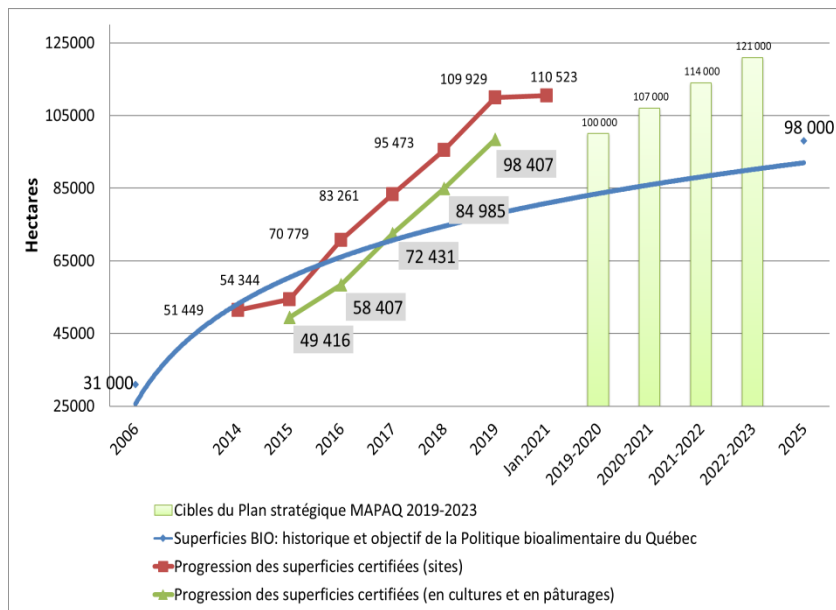
- En date du 15 janvier 2021, 215 entreprises en précertification ([CARTV 2021](#))
- Augmentation de 133 % des entreprises agricoles certifiées en 10 ans
- Augmentation moins prononcée pour les autres entreprises (transformateurs, emballeurs...)



4. AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Superficies

- Objectif de 98 000 hectares de la Politique bioalimentaire québécoise atteint plus tôt que prévu (2019 plutôt que 2025)
- Données préliminaires 2020 : croissance ralentie à venir (grandes cultures, maraîchers et pâturages) malgré les prévisions du Plan stratégique du MAPAQ (données finales en 2021)

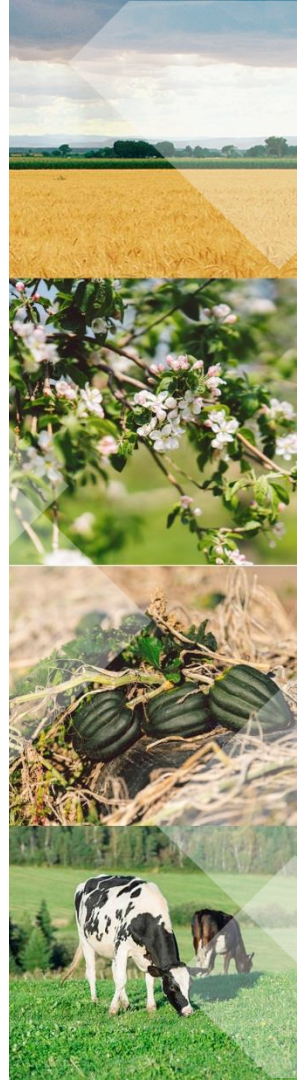


4. AGRICULTURE BIOLOGIQUE

- Publication de la Norme biologique canadienne (Office des normes générales du Canada, décembre 2020). À compter de cette date de publication, toutes les entreprises de production et de transformation détenant la certification biologique ont un an pour se conformer aux clauses révisées
- Publication du [Plan de développement du secteur biologique québécois 2020-2025](#) (Filière biologique, février 2021)

À surveiller

- Publication du Portrait du secteur biologique au Québec (MAPAQ-hiver 2021)
 - Analyse du sondage aux entreprises réalisé de décembre 2019 à mai 2020
- Plan de développement du secteur biologique québécois 2020-2025 : plan d'action à prévoir, dont l'embauche d'un agent de développement pour 2 ans
- Mise en œuvre du Plan d'agriculture durable 2020-2030
 - Reconnaissance de l'agriculture biologique à l'atteinte des objectifs?
- Renouvellement du Partenariat canadien pour l'agriculture (2023)
 - Maintien des bonifications des programmes (ex. : Services-conseils, Prime-Vert, Initiative ministérielle de productivité végétale, ASREC, Agri-Québec...)?



5. MAIN-D'ŒUVRE ET PRÉVENTION

Assurance d'obtenir tous les travailleurs requis sur les fermes

- Incitation des producteurs à prévoir une masse critique de travailleurs locaux pour démarrer la saison et sécuriser les opérations
- Mettre tout en œuvre pour faciliter l'arrivée des travailleurs étrangers temporaires (TET)
- Grand succès du programme *J'y vais sur-le-champ!*
 - 12 777 travailleurs inscrits (2 652 locaux / 10 125 TET) sur 1 352 fermes
 - 21 M\$ versés aux travailleurs
 - Retour de 800 000 \$ aux CEA

COVID-19

- Promotion des bonnes pratiques sanitaires afin d'éviter des éclosions sur les fermes
- Discussion avec les gouvernements pour des mesures et un support financier adapté aux circonstances



5. MAIN-D'ŒUVRE ET PRÉVENTION

Travailleurs étrangers temporaires

- Consensus pour des améliorations aux futurs logements avec la Table de concertation TET
 - Sur les logements actuels, quand les nouvelles normes seront édictées :
 - Fin des lits superposés 5 ans plus tard
 - Nouvelles normes applicables 10 ou 15 ans plus tard
 - Obtention d'un support financier pour les améliorations

Santé et sécurité du travail (projet de loi 59) – 37 % des fermes à la CNESST

- Obtention de mesures particulières pour le secteur agricole
 - Soutien à la prévention pour toutes les fermes du Québec
 - Fonds spécial pour indemniser les maladies des producteurs et travailleurs couverts ou non par CNESST (pesticides)



6. ÉNERGIE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

- Extension du réseau gazier d'Énergir : identification des projets porteurs visant l'extension du réseau gazier en milieu agricole
- Passages à niveau : amorcer les discussions avec les compagnies de chemin de fer concernant les modalités d'entretien des passages à niveau sur les terres agricoles et forestières
- Biométhanisation agricole : suivi des projets et des conditions de développement de cette filière
- Accès à Internet haute vitesse : pression sur les deux paliers de gouvernement afin que les milieux ruraux aient accès à ce service à un coût raisonnable



7. FIDUCIES



FIDUCIE
AGRICOLE
UPA • FONDATION

Fiducie agricole UPA-Fondation

- Un nouvel outil pour préserver la vocation des terres agricoles, peu importe la région ou la production visée, en vue notamment de soutenir les projets de la relève agricole

Fonctionnement

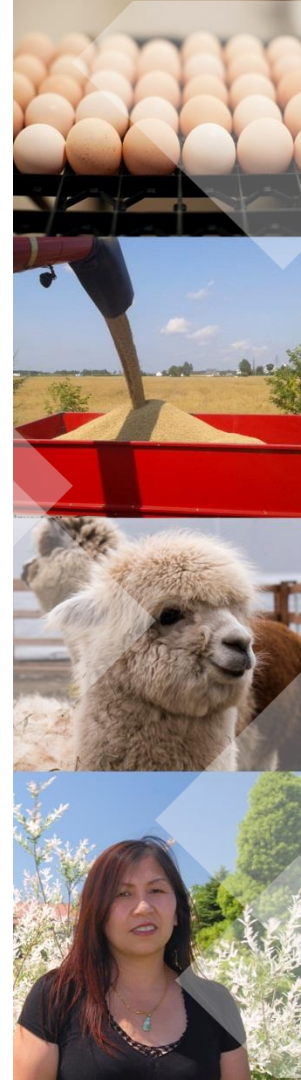
- Suivant l'étude et l'acceptation d'un projet déposé par un futur locataire, en collaboration avec le propriétaire actuel, la Fiducie acquiert une propriété et la loue à long terme
- Le loyer exigé permet de rembourser sur une longue période les emprunts de la Fiducie pour acquérir la propriété
- La Fiducie n'achètera pas une terre si son futur locataire n'est pas connu, ou si le prix d'achat est trop élevé pour rentabiliser une activité agricole



8. COOP DE SERVICES

SCF Conseils

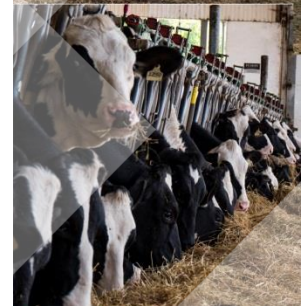
- Prioriser, dans le plan d'action 2021-2023, le déploiement d'un plan provincial, décliné régionalement, qui structurera le développement et l'amélioration des opérations et de l'offre de services des SCF
- Soutenir les équipes de gestion en place afin de mettre en œuvre ces changements
- Adopter des pratiques de gestion des ressources humaines favorisant l'attraction et la rétention des compétences au sein du réseau des SCF afin de garantir l'offre de services aux producteurs



9. RELATIONS PUBLIQUES, MÉDIATIQUES ET GOUVERNEMENTALES

Prise en compte des enjeux agricoles et des priorités de l'Union en période électorale

- Intervention positive à chaque rendez-vous électoral (élections fédérales probables en 2021 et élections municipales à l'automne)
- Développement de stratégies, thèmes, contenus et outils de communication appropriés pour chaque rendez-vous, en réservant une place prépondérante au contrat social découlant du Dialogue sur l'autonomie alimentaire
- Recherche d'une forte présence sur la place publique par la voie, notamment, des médias sociaux et traditionnels



10. FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS

Groupe de travail sur la relève syndicale et la mixité dans l'Union

- Ce groupe de travail est composé d'élus et de permanents de différents horizons : syndicats locaux, groupes spécialisés, fédérations régionales, FRAQ, AQ

Deux grands défis

- Augmenter la présence des femmes dans les instances et favoriser la relève syndicale
- Assurer le dynamisme de la vie syndicale

Démarche en cours

- Tournée des syndicats locaux avec Marcel Groleau
- Rencontre des responsables en vie syndicale des syndicats locaux
- Rencontre de groupes spécialisés
- Élaboration de recommandations



11. COMMUNICATIONS ET MARKETING

Refonte complète du site Web de l'Union et des fédérations régionales (lancement à l'été ou l'automne 2021)

Concept renouvelé pour l'édition 2021 des Portes ouvertes virtuelles, en deux volets

- Bonification et rayonnement des outils numériques créés en 2020 :
 - Mouvement Mangeons local plus que jamais! (déploiement de matériel promotionnel)
 - Application et site Web Mangeons local plus que jamais!
 - Jeu virtuel Kasscrouit
- Déploiement d'une campagne promotionnelle d'envergure :
 - Campagne d'influence avec des personnalités connues et aimées par les Québécois
 - Campagne publicitaire multicanal



11. COMMUNICATIONS ET MARKETING

Mise en œuvre de la stratégie jeunesse de l'Union; création et promotion de contenus spécifiques pour les jeunes

- Adaptation du jeu virtuel Kasscrout pour les écoles et création d'un guide pédagogique pour les enseignants du primaire en collaboration avec des partenaires du milieu
- Réflexion concernant l'avenir du programme *Je cultive ma citoyenneté*
- Plateforme jeunesse intégrée dans la refonte du site Web de l'Union

Production et diffusion d'une publicité pour sensibiliser le grand public à la protection du territoire agricole

Production et promotion de nouvelles capsules pour la série *Les Champs changent* afin de vulgariser des notions en agroenvironnement



11. COMMUNICATIONS ET MARKETING

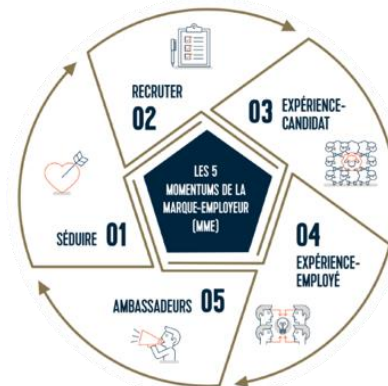
Réalisation et rayonnement de vidéos informatives sur l'agriculture au Québec et la mise en marché inspirées de la série *Les Champs changent*.

Relance de la démarche de communications intégrées avec les fédérations régionales

- Gabarit de plan de communication
- Projets conjoints de valorisation de la profession

Déploiement de la marque employeur et développement d'outils en vue du retour au bureau des employés

Élaboration d'une stratégie de communication aux producteurs



UPA UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES
L'Union des producteurs agricoles

Lettre aux productrices et producteurs

Jeu. 9 juillet 2020

Restez en mode santé et sécurité!
En cette période de travail aux champs, on est tout un peu fatigué, votre armoire, alors on s'est donné les activités les plus épuisantes de l'année... les cultures et les récoltes.

Et avec le temps qui nous comprime, on a peut-être aussi quelques idées à la COVID-19, c'est clair que le niveau de stress est élevé. Aussi, je souhaite partager avec vous une petite note de prévention à la ferme, un dossier qui me tient vraiment à cœur.

C'est un enjeu qu'on est porté à relayer dans le bas de la belle des priorités lorsqu'on est dans le feu de l'action. Et pourtant, c'est là que les accidents sont les plus susceptibles de survenir. C'est pourquoi, dans le cadre de la période estivale, des amis, ou des membres de la famille viennent nous visiter, ou aider sur nos entreprises agricoles. Il faut donc redoubler de vigilance!

On connaît tous les règles de base pour assurer la sécurité : le régime, celles de nos employés et celles des membres de notre famille. De grâce, appliquez-les! En fin de compte, ça ne prend pas tellement plus de temps.

Des travailleurs sur des fermes, il en arrive chaque année et chaque fois cela nous affecte un peu collectivement. L'année 2020 ne fait pas exception; des familles entières ont soudainement à gérer sur des événements inattendus, notamment celui survenu en Montérégie il y a quelques jours.

Donc, soyez prudent malgré les idées et, au besoin, consultez l'ACIPA et nos travailleurs de terrain et ça ne boume pas aussi rapidement que d'habitude au plan emploi. Je vous souhaite une très bonne fin de récolte 2020!



12. DOSSIERS DIVERS

Entrées sans autorisation sur les entreprises agricoles

- Consensus des groupes de productions animales pour mettre en place des mesures législatives similaires à celles adoptées en Ontario pour contrer les entrées sans autorisation sur les entreprises agricoles
- L'UPA a interpellé le gouvernement sur les éléments législatifs minimaux que devrait contenir un projet de loi québécois
- Le ministre souhaite mettre en place un comité interministériel pour étudier la question. Le comité tiendra sa première rencontre à la mi-avril. L'UPA fera part de ses analyses sur les mesures minimales que doit contenir un projet de loi québécois
- Du côté fédéral, le projet de loi C-205 visant à modifier la *Loi sur la santé des animaux* dans le but d'inclure des mesures pour prévenir et sanctionner les entrées sans autorisation a passé l'étape de la deuxième lecture. Il est maintenant référé au Comité permanent de l'agriculture



12. DOSSIERS DIVERS

Internet haute vitesse

- Le 17 mars dernier, l'attachée politique de l'adjoint parlementaire de M. Justin Trudeau dans les dossiers Internet a confirmé l'engagement du premier ministre de brancher tout le monde d'ici septembre 2022
- Les infrastructures liées au déploiement de la fibre optique partout sur le territoire nécessiteront des autorisations de la CPTAQ et les régions doivent s'attendre à recevoir plusieurs demandes
- Le 22 mars, l'Opération haute vitesse Canada-Québec visant à brancher 150 000 foyers à la fibre optique d'ici septembre 2022 a été lancée. Les coûts du projet sont de 826 M\$, investis en parts égales par les deux paliers de gouvernement

ASAQ-PISAQ

- Les services vétérinaires en région demeurent un enjeu important
- Le MAPAQ a mis en place un comité MAPAQ-UPA-spécialités pour discuter de l'avenir du programme ASAQ et le maintien de services vétérinaires en région



12. DOSSIERS DIVERS

Assurabilité des fermes

- De plus en plus de producteurs observent des hausses majeures du coût de leur police d'assurance, alors qu'un certain nombre sont incapables de s'assurer
- Un sondage maison de la Confédération a démontré que 20 % des répondants avaient subi des hausses jugées excessives de leur prime d'assurance à la ferme dans la dernière année, et que 6 % n'étaient tout simplement plus assurés
- Avec l'aide de spécialistes, la Confédération a fait des recherches pour trouver des solutions de rechange qui pourraient être offertes aux agriculteurs du Québec
- La Confédération travaille avec une firme de courtage pour tenter de mettre en place un programme d'assurance spécialement dédié aux producteurs



Dossier : Remplacement d'un membre du CA

Instance : Conseil d'administration

Date : 16 avril 2021

Résultat attendu :

Décision

Orientation

Information

MISE EN CONTEXTE

Le conseil d'administration doit procéder au remplacement d'un membre. Monsieur Stéphane Surprenant a annoncé son retrait à titre de producteur agricole en raison de maladie. Il doit donc se retirer également à titre d'administrateur du conseil d'administration de la fédération régionale.

Monsieur Surprenant occupait le poste de représentant apicole. Lors de la rencontre de la Table des spécialités qui a eu lieu le 9 octobre 2020, les 11 membres du conseil d'administration ont donc été élus. Aucune élection n'a eu lieu, ceux qui avaient un intérêt ont pu avoir un poste.

Selon l'article **13. VACANCE** du règlement de la Fédération de l'UPA de la Montérégie, voici ce qui est stipulé lors d'une vacance :

a) Toute vacance se produisant à un poste du conseil d'administration sera comblée par le conseil d'administration de la fédération, dans le respect des conditions d'éligibilité prévues au présent règlement;

d) Toute vacance d'un poste d'administrateur de spécialité sera comblée par désignation de la fédération spécialisée ou syndicat provincial concerné;

À l'article **16. CONSEIL D'ADMINISTRATION** du règlement, voici ce qui est convenu à propos des représentants des spécialités :

16.01 La fédération est régie par un conseil d'administration formé :

8. de onze (11) groupes spécialisés. Les groupes spécialisés désignés pour siéger au conseil d'administration de la fédération le sont par désignation du collège électoral formé des membres de la table des spécialités de la fédération.

RECOMMANDATIONS

Compte tenu que le collège électoral a élu les onze membres pour deux ans, en date du 9 octobre 2020. Compte tenu que tous ceux qui ont voulu être administrateurs ont pu l'être, car il n'y a pas eu d'élection. Compte tenu que la proposition respecte l'article 13 d) puisque ce serait la spécialité ayant une vacance qui le remplacerait :

- Êtes-vous d'accord pour que nous demandions à monsieur Alexandre Mainville, représentant qui remplace actuellement Stéphane Surprenant au poste de président du comité apicole de la Montérégie, d'être administrateur pour terminer le mandat jusqu'à la tenue du prochain collège électoral en 2022 afin d'éviter de convoquer à nouveau le collège électoral?
- Êtes-vous d'accord pour qu'une modification au règlement général soit proposée afin que le mécanisme soit mieux défini dans le règlement lors d'un départ au cours d'un mandat, dans un contexte où l'ensemble des spécialités ne siège pas au CA?

Présenté par : Geneviève Blain

Direction : Vie syndicale et communications



Dossier : Portes ouvertes virtuelles 2021

Instance : Conseil d'administration

Date : 16 avril 2021

Résultat attendu : Décision Orientation Information

MANGEONS LOCAL 2021

Lancement provincial en Montérégie et identification d'un porte-parole régional

L'Union prévoit organiser le lancement de la campagne publicitaire provinciale de l'application Mangeons local se déroulera en Montérégie, le 17 juin. Cette initiative amorcera une tournée de lancements régionaux afin de positionner l'application. À cet égard, l'écrivaine Kim Thùy, originaire de Granby a été désignée porte-parole pour la Montérégie.



Initiative régionale

L'Union a prévu un montant de 6 000 \$ pour soutenir la fédération dans ses activités de promotion de l'application Mangeons local et/ou du jeu Kasscrout. L'année dernière, la fédération a réalisé, en partenariat avec les syndicats locaux, une campagne publicitaire locale de 15 000 \$.

Cette année, nous vous proposons un projet collectif visant à soutenir et valoriser les fermes de la Montérégie inscrites à l'application Mangeons local en leur offrant des outils uniformisés de pavoisement : une affiche vinyle et deux affichettes coroplastes.



Affiche vinyle 47 x 23 pouces avec deux oeillets

40,00 \$

Frais d'expédition calculés lors du paiement.

AJOUTER AU PANIER

ACHETER MAINTENANT

47" x 23" avec deux oeillets

Vinyle

Fabriquée au Québec



8,5" x 11" pouces

5,00 \$

Frais d'expédition calculés lors du paiement.

AJOUTER AU PANIER

ACHETER MAINTENANT

8,5" x 11"

Coroplast

Fabriquée au Québec

PARTAGER

TWEETER

ÉPINGLER

Ces outils sont développés et vendus par l'Union. L'investissement total pour ces trois affiches s'élève à 50 \$ par ferme. Il faut compter trois semaines pour la conception et la livraison.

Actuellement, 135 fermes sont inscrites à l'application en Montérégie (*voir l'annexe*). En 2021, l'objectif d'inscription a été fixé, pour toute la Montérégie, à 210 (environ 14 fermes au total par syndicat local). Pour ne pas être en rupture de stock, nous suggérons de fonder les prévisions budgétaires sur un nombre de 250 fermes.

Scénarios financiers

Coût total du projet : 12 500 \$ (1 affiche de vinyle et de 2 coroplastes pour 250 fermes)

Investissements

- **Fédération : 8 000 \$**
- **Syndicats locaux : 300 \$ par syndicat (total 4 500 \$)**

Objectifs encourus

La distribution d'affiches grand format de l'application Mangeons local offre plusieurs avantages du point de vue syndical et promotionnel :

- Sentiment d'appartenance des fermes inscrites, celles-ci pourront faire le lien entre l'application et l'UPA;
- Visibilité positive de l'application (et de l'UPA) auprès des clients;
- Promotion du mouvement Mangeons local.

Les syndicats locaux seront aussi encouragés à faire une petite tournée estivale des fermes de leur territoire afin de distribuer les affiches. Cette rencontre informelle est une bonne occasion de faire un contact direct et positif avec les producteurs afin de leur permettre de mieux connaître l'UPA.

RECOMMANDATION

Êtes-vous d'accord avec l'initiative proposée qui demande à la Fédération d'investir 2 000\$ de plus que le budget octroyé par l'Union, de demander 300\$ par syndicat local et de les encourager à faire une tournée des fermes inscrites pour distribuer les affiches lorsqu'elles seront disponibles?



Tableau de participation aux Rassemblements des membres/AG ou AGA 2021 des syndicats locaux

Date	Nom du syndicat	2018 Adm	2018 Prod	2019 Adm	2019 Prod	2020 Adm	2020 Prod	2021 Adm	2021 Prod	Invités et sujets	Nombre de résolution et sujets
22 février 2021 (PM)	Vallée-du-Richelieu	10 59%	21 5,6%	12/15 80%	28/373 10,3%	13/16 81%	24/368 7%	12/15 80%	17/370 4,6%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	1. REA
22 février 2021 (soirée)	Jardins-de-Napierville	14 78%	19 3,2%	11/17 65%	18/605 3,0%	11/17 65%	23/603 3,8%	16/18 89%	23/602 3,8%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	2. Benne basculante 3. Motoneiges
23 février 2021 (PM)	Beauharnois-Salaberry	9 60%	18 5,8%	9/14 64%	16/308 5,2%	7/13 54%	20/308 6,5%	11/14 79%	17/307 5,5%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune
23 février 2021 (soirée)	Rivière Noire	12 71%	24 5,9%	8/17 47%	27/424 6,4%	16/18 89%	33/418 7,9%	14/17 82%	24/408 5,9%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Raphaële St-Amand-Valente, avocate chez BHLF, Inspections et enquêtes dans le cadre de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et les exigences pour se conformer à cette Loi 	4. Pannes de courant
9 mars 2021 (AM)	Brome-Missisquoi	15 65%	39 5,4%	17/24 71%	52/728 7,1%	Annulée/reportée		11/22 50%	20/728 2,7%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune
9 mars 2021 (PM)	Haut-Richelieu	14 67%	50 8,4 %	14/22 64%	38/599 6,3%	17/22 77%	50/600 8,3%	18/22 81%	34/591 5,8%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Doria Bargain, fiscaliste, Les règles fiscales entourant les subventions & Programmes COVID Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	5. Mise en œuvre du projet de loi 48 et remboursement des crédits MAPAQ
10 mars 2021 (soirée)	Marguerite d'Youville/Longueuil	10 71,4%	29 12,3%	8/13 61,5%	14/235 6%	7/13 54%	23/234 9,8%	10/11 91%	22/221 10%	<ul style="list-style-type: none"> Ginette Blondin, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune
11 mars 2021 (soirée)	Vaudreuil-Soulanges	16 89%	43 9,6%	13/18 72%	42/438 9,6%	Annulée/reportée		15/18 83%	36/425 8,5%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer Philippe Roy et Isabelle Mercier, DEV-VS, Achat local 	6. Motoneiges 7. Étude captation du carbone
12 mars 2021 (PM)	Haut-St-Laurent	10 50%	27 4,6%	15/20 75%	25/581 4,3%	11/19 58%	29/586 4,9%	15/20 75%	22/588 3,7%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Alexandre Racicot, conseiller en aménagement et urbanisme, MRC, Plan régional des milieux humides et hydriques Émilie Escafit, coordonnatrice à la gestion des matières résiduelles, Projet de récupération des plastiques de ferme Vos bons coups de l'année 2020 ! Quelle est la réalisation qui vous a rendu le plus fier en 2020? Si la Covid-19 a un un impact, comment vous êtes-vous adapté? Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune

Date	Nom du syndicat	2018 Adm	2018 Prod	2019 Adm	2019 Prod	2020 Adm	2020 Prod	2021 Adm	2021 Prod	Invités et sujets	Nombre de résolution et sujets
18 mars 2021 (soirée)	Rouville	12 70,6%	32 6,4%	9/15 60%	34/486 7%	Annulée/reportée		14/18 78%	30/481 6,2%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune
22 mars 2021 (soirée)	Vallée maskoutaine	7 35%	12 2%	9/20 45%	25/586 4,3%	12/17 71%	25/580 4,3%	14/18 78%	34/565 6%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pascal Simard, directeur de l'aménagement, MRC, L'agriculture, l'aménagement et le développement économique 	8. Taxes foncières 9. Crédit carbone
24 mars 2021 (soirée)	Richelieu-Yamaska	9 60%	15 5,4%	10/15 67%	11/276 4%	9/14 64%	15/289 5,2%	11/14 79%	17/278 6,1%	<ul style="list-style-type: none"> Julien Pagé, Dossiers chauds Martin Caron et Julien Pagé, Le point sur le dossier de la baie Lavallière Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	10. Relève
30 mars 2021 (soirée)	Roussillon	8 80%	16 8,7%	11/13 85%	25/184 14%	9/13 69%	29/179 16%	10/13 77%	13/177 7,3%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer Piste cyclable – mise à jour dossier 	Aucune
1 ^{er} avril 2021	Haute-Yamaska	15 83%	45 10,7%	13/16 81%	32/425 7,5%	15/18 83%	42/429 9,8%	14/18 78%	16/432 3,7%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Pour valoriser nos réalités agricoles : chacun a un rôle à jouer 	Aucune
13 avril 2021	Maskoutains Nord-Est	9 50%	15 2,5%	13/20 65%	16/595 2,7%	10/19 53%	19/593 3,2%	7/16 44%	9/573 1,6%	<ul style="list-style-type: none"> Jérémie Letellier, Dossiers chauds Steve Breton, ingénieur forestier et directeur adjoint, Agence forestière de la Montérégie. La forêt dans la MRC Les Maskoutains - Les programmes d'aide dans le secteur forestier - Les programmes d'aide financière dans la région maskoutaine 	Aucune
TOTAL		170	405	172	403	137	332	192 /254 76 %	370		10 résolutions 2021, 29 résolutions 2020, 36 résolutions 2019, 17 résolutions 2018, 29 résolutions 2017, 27 résolutions 2016

Dossier : Tables régionales

Instance : Conseil d'administration

Date : 16 avril 2021

Résultat attendu : Décision Orientation Information

MISE EN CONTEXTE

Table des syndicats locaux (28 janvier 2021)

- 27 représentants des SL (incluant les 2 membres du CE)
- 3 membres exécutifs
- 16 employés
- 46 participants au total

Syndicat local absent : Maskoutains Nord-Est

Sujets :

1. Campagne de cohabitation (Julie Robert)
2. Code de la sécurité routière (Julie Robert)
3. Accueil des nouveaux producteurs (Benoît Lalonde)
4. État d'avancement des Plans régionaux des milieux humides et hydriques (Alicia Patry et Caroline Charron)
5. Application « Mangeons local » et Jeu virtuel (Joëlle Jetté)
6. Santé psychologique (Katerine Montcalm)
7. Actualités : Préparation Rassemblement des membres et AG, Gala Agristars... (Geneviève Blain)

Table des spécialités (29 janvier 2021)

- 27 représentants de spécialités (dont un membre exécutif). Pour votre information, il y en avait eu 24 en 2020, 22 en 2019, 14 en 2016 et 18 en 2015
- 5 membres exécutifs
- 14 employés
- 46 participants au total

Spécialités absentes : Acéricoles, Agneaux moutons, Chèvres, Lapin, Œufs de consommation et Pommes

Sujets :

1. Agriclimat : Présentation des fiches d'adaptation (Alicia Patry et Caroline Charron)
2. Campagne de cohabitation (Julie Robert)
3. Code de la sécurité routière (Julie Robert)
4. Projet de sensibilisation des municipalités – Règlements sur les pesticides (Producteurs de grains Montérégie Sud-Est)
5. Application « Mangeons local » et Jeu virtuel (Joëlle Jetté)
6. Santé psychologique (Katerine Montcalm)
7. Stratégie pour améliorer les programmes fédéraux de gestion des risques (Geneviève Blain)
8. Enjeux des spécialités (tour d'écran)
9. Actualités : AGA des spécialités, Gala Agristars, etc. (Geneviève Blain)

Rencontre avec les 3 présidents des grains (15 avril 2021).

Table conjointe (25 mars 2021)

- 41 représentants (21 de SL et 20 de spécialités)
- 3 membres exécutifs
- 19 employés
- 60 participants au total

Spécialités absentes : Acéricoles, Fruits et légumes de transformation, Maraîchers, Oeufs de consommation, Fermes de petite taille, Chèvres, Serres et Pomme de terre

Sujets :

1. Le point sur l'environnement (Caroline Charron)
2. Influencer les acteurs sociaux économiques et les partenaires à distance (Geneviève Blain)
3. 5 ans du programme ALUS Montérégie (Yasmina Larbi-Youcef et Stéphanie Gladu)
4. Politique en aménagement, informations et nouveautés (Julie Robert)
5. Règles d'art pour bâtir une bonne résolution (Benoît Lalonde)
6. Relève syndicale et mixité (Geneviève Blain)
7. Dossiers d'actualités : PCTFA, Gala des Agristars, Motoneige, Cohabitation, sécurité du revenu, etc. (Geneviève Blain)

LA SUITE

- Une prochaine table des syndicats locaux devrait avoir lieu à la fin août ou avant, si les sujets le justifient.
- La possibilité de tenir une table conjointe avec comme principal sujet la relève syndicale et la mixité sera évaluée.
- Tenir une table des spécialités en mars 2022 ou avant si les sujets le justifient.
- Les suivis : Accueil des nouveaux producteurs et sécurité du revenu seront étudiés au prochain comité vie syndicale et communications

Présenté par : Geneviève Blain

Direction : Vie syndicale et communications



PLAN DE PRÉSENTATION

FORMATION PORTANT SUR LA GOUVERNANCE

10 JUIN DE 13H00 À 16H00 (3 heures)

OBJECTIFS :

Présenter aux administrateurs de la Fédération de l'UPA de la Montérégie les nouvelles tendances et les aspects juridiques de la gouvernance. La formation a aussi comme objectifs d'illustrer les grands enjeux et défis en matière d'éthique et de présenter des exemples pertinents d'application de ces principes aux administrateurs de la Fédération.

VOLET 1 : Nouvelles tendances en matière de gouvernance (15 minutes)

- La bienveillance
- Le savoir être
- Les raisons de siéger sur un CA (tour de table)

VOLET 2 : Aspects juridiques de la gouvernance (30 minutes)

- Tour d'horizon du cadre légal
- Devoirs des administrateurs
- Rôle et responsabilités des administrateurs

Volet 3 : Enjeux et défis en matière d'éthique (30 minutes)

- Définition de l'éthique
- Code d'éthique et de déontologie des administrateurs
- Les valeurs, le discernement et le jugement
- La gestion et la prévention des risques
- Quizz sur les connaissances des participants

Volet 4 : Application des principes de gouvernance et d'éthique dans le cadre de représentations par les administrateurs (45 minutes)

- Les conflits d'intérêts
- Déclaration de ses intérêts
- Transparence et confidentialité
- Frontières entre vie privée et vie publique
- Liberté d'expression et diffamation sur Internet et les médias sociaux

Volet 5 : Quelques exemples de dilemmes éthiques en lien avec le monde municipal (30 minutes)

- Administrateur et élu municipal
- Administrateur et membre d'un comité consultatif agricole
- Administrateur et lobbyiste
- Élections municipales, provinciales et fédérales

PROJET



Note – Le document devra être rempli lors d'une réunion du conseil d'administration de l'intervenant externe et joint au formulaire « Présentation d'un projet ».

À l'usage d'Emploi-Québec

Numéro de projet	
------------------	--

À l'usage du Ministère responsable ou de l'organisme

Numéro de dossier	
-------------------	--

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de

Fédération de l'UPA de la Montérégie

Nom légal de l'organisme, de l'entreprise ou de la société

tenue au **Par ZOOM vidéoconférence**

Adresse complète

le **16 avril 2021** à **9h**

Date

Heure

Étaient présents et faisaient quorum les membres suivants du conseil d'administration :

Voir extrait de PV CA 2021-04-16

Sur proposition dûment constituée, appuyée et adoptée, il est résolu que :

A. **Fédération de l'UPA de la Montérégie** accepte la responsabilité

Nom légal de l'organisme, de l'entreprise ou de la société

du projet **Centre d'emploi agricole 2021-2022** **2021** présenté dans le cadre de cette mesure.

Titre du projet

Année

B. **Robert Racine**

Nom de famille et prénom de la ou des personnes désignées par l'organisme, l'entreprise ou la société

soit autorisé (soient autorisés) au nom de **Fédération de l'UPA de la Montérégie** à signer

Nom légal de l'organisme, de l'entreprise ou de la société

tout document officiel concernant le projet, et ce, avec le gouvernement du Québec.

C. **Fédération de l'UPA de la Montérégie** s'engage

Nom légal de l'organisme, de l'entreprise ou de la société

par son ou ses représentants à couvrir tout coût dépassant la contribution allouée par le gouvernement du Québec dans l'éventualité où le projet soumis serait subventionné.

16 avril 2021

Date

Président ou présidente

16 avril 2021

Date

Secrétaire